



VILLE DE NOUMEA

Mis en ligne le :

6 DEC. 2023

**ARRETE N° 2023/ 3911**

**REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET PORTANT AUTORISATION D'OCCUPER  
UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC RUE DU 5 MAI SISE AU HAUT-MAGENTA**

Le maire de la ville de Nouméa,

Vu la loi organique n° 99/209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi n° 99/210 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie,

Vu l'ordonnance n° 96/267 du 28 mars 1996 relative à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal dans les territoires d'outre-mer et Territoriale à Mayotte, ainsi qu'à l'extension et à la modification de certaines dispositions législatives rendues nécessaires par cette entrée en vigueur,

Vu le décret n° 97/544 du 28 mai 1997 portant extension et adaptation de la deuxième partie du code pénal (Décrets en Conseil d'Etat) dans les Territoires d'Outre-Mer et à Mayotte,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n° 83/828 du 07 octobre 1983 réglementant la circulation et le roulage dans la ville de Nouméa, et les textes qui l'ont complété et modifié,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n° 2023/248-DE du 2 mars 2023 fixant les tarifs des occupations du domaine public communal, du stationnement et des locations,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n° 2023/1651 du 02 mai 2023 portant délégation de fonction et de signature au secrétaire général et aux secrétaires généraux adjoints,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n° 2023/1963 du 07 juin 2023 accordant délégation de signature d'actes relatifs au fonctionnement de la direction de l'espace public,

Vu la demande de la société MALAE TP SARL du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

Considérant qu'il importe de définir les prescriptions en matière de circulation applicables à tous travaux sur la voie publique, afin d'assurer le bon déroulement du chantier et de préserver la sécurité des usagers,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

La société MALAE TP SARL, située 14 rue du Perroquet sise à Auteuil (BP 1068 – 98835 Dumbéa Cedex) (RIDET : 1 206 663.001) est autorisée à occuper une portion du domaine public de cinquante (50) mètres carrés au droit du n° 07 de la rue du 5 Mai sise Haut-Magenta, en vue d'y installer une zone de chantier de chantier sur le trottoir et sur la chaussée dans l'emprise du stationnement longitudinal, à compter du 11 décembre 2023 et ce pour une durée d'un (01) mois.

**ARTICLE 2/ Prescriptions techniques, aménagements, signalisations**

Un état des lieux initial devra être réalisé, aux frais du permissionnaire, avant la réalisation de la clôture (Procès-verbal photographique réalisé par un huissier de justice).

**La zone de chantier devra répondre aux exigences techniques suivantes :**

- Clôture : la zone d'empiètement sera délimitée par des K16 ou des barrières de chantier emboîtés les uns dans les autres;
- Accès : l'ouverture des accès devra être prévue vers l'intérieur de l'espace clôturé ;

**Signalisation :**

Dans le cas d'une clôture installée en bordure de la voie de circulation, les dispositions suivantes **doivent être adoptées :**

**Sur le côté de la clôture situé dans le sens de la circulation automobile :**

- o Un panneau AK 5 tri flash disposé sur la partie haute ;
- o Une bande rétro réfléchissante zébrée rouge/blanc disposée verticalement à l'angle de la clôture ;

- o Un panneau « Piétons passez de l'autre côté » disposé au centre.
- Sur le côté de la clôture situé dans le sens opposé à la circulation automobile :
  - o Une bande rétro réfléchissante zébrée rouge/blanc disposée verticalement à l'angle de la clôture ;
  - o Un panneau « Piétons passez de l'autre côté » disposé au centre.

Les piétons seront déviés en amont et en aval par les passages piétons déjà existant et une voie descendante (sens Centre-Ville vers Magenta) sera conservé pendant toute la durée du chantier afin de ne pas bloquer la circulation automobile. Ce balisage doit être validé par le service exploitation de l'espace public de la ville de Nouméa et devra être maintenu par la société.

Toutes les détériorations effectuées sur le trottoir et la chaussée devront être remises à leur état initial.

Toutes les entrées et sorties des engins de chantier donneront lieu à une surveillance particulière d'un personnel de la société MALAE TP SARL, qui régulera la circulation automobile et piétonne.

L'entreprise sera tenue de déposer complètement les massifs en fin de chantier.

La société MALAE TP SARL est tenue responsable de la propreté de la portion du domaine public qui lui est attribuée et qui devra être remis en état dès la fin des travaux.

Les travaux se dérouleront de nuit entre 20h et 5h du matin pendant les phases de démolition et de préparation. La chaussée et le trottoir doit impérativement être rendu pour 5h du matin.

La phase de coulage peut être réalisé de jour après 8h30 et avant 15h30.

Lors des travaux la circulation sera limitée à 30km/heure dans la zone balisée.

### **ARTICLE 3. / Redevance**

La portion du domaine public est louée moyennant une redevance de sept cents (700) francs CFP/m<sup>2</sup>/mois pour l'année 2023.

Ce droit ne saurait être inférieur à dix mille (10 000) francs CFP.

Soit une redevance de trente-cinq mille (35 000) francs CFP payable dès réception du titre de recette à monsieur le trésorier de la province Sud.

### **ARTICLE 4. /**

Cette autorisation pourra être suspendue ou retirée en cas de non-respect de la réglementation en vigueur ou à venir, et ce pour des motifs d'intérêt général. Ladite autorisation est accordée à titre strictement personnel et ne pourra être cédée sous aucune forme.

### **ARTICLE 5. / Sanctions**

Les contrevenants sont passibles des sanctions prévues par l'article R 610-5 du code pénal applicable en Nouvelle-Calédonie, et des mesures administratives (mise en fourrière) prévues par les articles 258 et suivants du code de la route applicable en Nouvelle-Calédonie.

### **ARTICLE 6. /**

Le délai de recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de 2 mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **ARTICLE 7. /**

Le présent arrêté sera enregistré, transmis au commissaire délégué de la République pour la province Sud, notifié à l'intéressée et publié par voie électronique.

NOUMEA, LE - 6 DEC. 2023

LE MAIRE

Pour le Maire et par délégation,  
Le Directeur de l'Espace Public

Jean BRUDI



#### **DESTINATAIRES :**

Subdivision Administrative Sud .....	1
Direction des Finances (pour TPS).....	1
Direction de la Police Municipale.....	1
Direction Territoriale de la Police Nationale.....	1
SEEP .....	1
DF .....	1
Intéressée : malae-tp@canl.nc.....	1
Mairie (mise en ligne) .....	1